

# CONjoncture EUropéenne et Régionale



**iéseg**  
SCHOOL OF MANAGEMENT  
LILLE - PARIS

I&S Industries  
& Services

Numéro 034

Achévé de rédiger le 18 janvier 2011

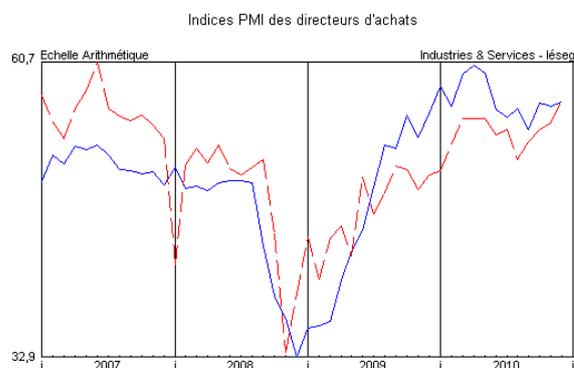
## MONDE : Des signes d'accélération aux États-Unis

La **croissance mondiale** a surmonté la crise, grâce au dynamisme des économies émergentes, qui sont même sorties renforcées de cette épreuve. Dans les **pays émergents**, l'expansion a été forte (+7%) très au-dessus de la tendance longue (+3,8% l'an de 1973 à 2009), alors que le taux de croissance de la **zone OCDE** se serait établi à +2,9%, un peu mieux que la tendance longue à +2,8% l'an en moyenne. Les progrès restent soutenus en **Asie émergente**, en premier lieu en Chine où la hausse des prix de détail et des salaires s'accélère, incitant les autorités à poursuivre sur la voie du resserrement monétaire. En même temps, la croissance de la production industrielle se maintient sur une pente de plus de +13% l'an, de sorte qu'elle dépasse de +40% son niveau du début 2008. Dans les autres pays de la région aussi, le niveau de l'activité est nettement supérieur à celui d'avant-crise : de +22% en Inde, +12% en Corée et +10% à Taïwan. Dans ce contexte, les cours des **matières premières** gonflent à vive allure, au-delà des aléas climatiques et entretiennent les pressions inflationnistes. Les cours des métaux ont quasiment rejoint leur record du printemps 2008, tandis que ceux du pétrole approchent les 100 dollars le baril.

Aux **États-Unis**, la croissance économique au troisième trimestre 2010 a finalement été estimée à +2,6% l'an. Cette performance est analogue à la moyenne observée pendant la première partie de l'année. Les deux principaux moteurs de l'expansion pendant l'été ont été la reconstitution des stocks et la consommation privée. Le premier soutien devrait faiblir au cours des prochains mois, d'autant que la formation de stocks a approché 1% du PIB, ratio supérieur à la norme des dernières années. En revanche, la consommation devrait rester bien orientée, comme le suggèrent les données mensuelles connues jusqu'en novembre. Les dépenses des ménages américains, qui avaient fortement baissé en 2009, retrouvent un rythme de croissance de l'ordre de +2,5 à +3% l'an comme avant la crise. Elles progressent en liaison avec les

revenus, le taux d'épargne étant stabilisé un peu au-dessus de 5% du revenu disponible.

Un scénario d'accélération de la reprise se dessine même s'il reste fragile. L'activité du secteur manufacturier a connu son dix-septième mois de croissance en décembre. L'indice ISM qui s'affiche à 57 est bien au-dessus de sa moyenne à 52 observée de 1973 à 2008 et correspond à une croissance annuelle moyenne de +2,7% de la production industrielle. Des signaux favorables sont aussi perceptibles dans les services et même du côté de la construction, bien que le marché immobilier ne montre aucun signe de redressement, les permis de construire se maintenant autour de 550.000 en rythme annuel contre 2,2 millions fin 2005-début 2006.



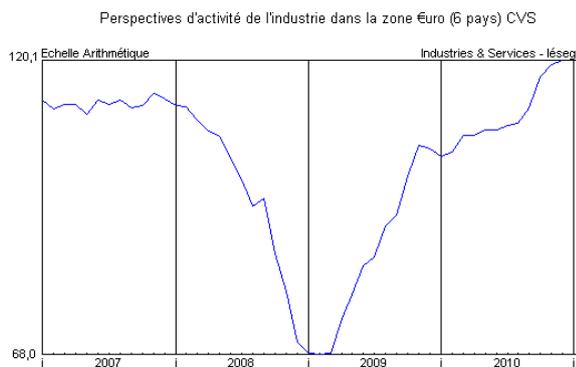
Source : Institute of Supply Management – en **bleu** : secteurs manufacturiers – en **rouge** : secteurs non manufacturiers

Les déductions fiscales accordées sous l'ancienne administration ont finalement été prolongées. Elles bénéficieront à la consommation, qui augmente actuellement à un rythme de +2,5% l'an, d'autant que l'emploi s'inscrit sur une tendance plus favorable comme en témoigne la hausse de +297.000 postes en décembre et la baisse du taux de chômage à 9,4% de la population active.

La réduction des déficits publics est donc remise à plus tard, de sorte qu'ils s'inscriraient vers 10% du PIB à la mi-2011.

## EUROPE : Contrastes

En zone **€uro**, la reprise peine à se dessiner, mais la confiance économique a progressé en décembre pour le septième mois d'affilée. Les résultats de l'enquête de décembre dans l'industrie annoncent la poursuite du redressement de l'activité. Les perspectives de production sont au plus haut depuis 1976. La reprise de l'activité se poursuit donc, comme en témoigne l'accélération de la hausse des crédits bancaires. Les résultats nationaux sont toutefois de plus en plus hétérogènes. L'Allemagne et ses voisins proches font la course en tête, tandis que l'Europe du Sud, notamment l'Espagne, est à la peine. Les difficultés budgétaires et bancaires de l'Irlande et de la Grèce relancent périodiquement l'inquiétude des prêteurs.

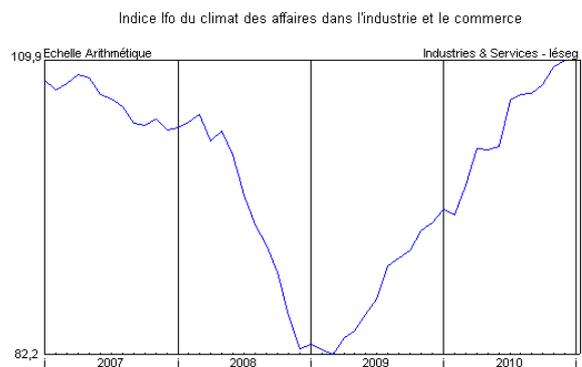


source : Eurostat

Les conséquences sont lourdes pour les institutions européennes et la **BCE**. Ces dernières semaines, le Portugal subit la pression des marchés. La Banque Centrale n'a heureusement pas de soucis du côté de l'inflation. La hausse des prix à la consommation dans la zone a atteint +2,2% en décembre en raison de la hausse des cours de l'énergie et de l'alourdissement de la fiscalité indirecte, mais l'inflation sous-jacente reste limitée à +1,1%. La BCE devrait ainsi prolonger sa politique monétaire accommodante, en maintenant son taux de refinancement à 1%. Mais les **taux d'intérêt** à long terme des pays les mieux notés, qui sont encore à un niveau étonnamment bas, ne peuvent que progressivement augmenter, reflétant la reprise économique.

En **Allemagne**, la production industrielle a reculé de -0,7% en novembre. Cependant, cette évolution relève probablement d'un repli technique après la forte progression enregistrée en octobre (+3,1%). Ainsi, depuis le point bas d'avril 2009, elle s'est redressée de +21% et n'est plus inférieure que de -7,2% à son niveau d'avant-crise. L'industrie a bénéficié de la forte croissance des commandes qui lui sont adressées, du fait du dynamisme de la demande intérieure et étrangère. En effet, les exportations allemandes ont renoué avec leurs records du premier semestre 2008, progressant de +0,5% en novembre, et s'établissent aux alentours de 84 milliards d'euros. Par conséquent, le climat

des affaires, représenté par l'indice Ifo, a continué de grimper en novembre, à 109,9 (+0,6 point), soit le niveau le plus élevé depuis la réunification du pays. Dans ces conditions, le nombre de personnes concernées par le chômage partiel poursuit son reflux pour s'établir à 220.000 en octobre, contre près de 1.500 000 au printemps 2009. Le taux de chômage, selon Eurostat, reste lui aussi orienté à la baisse et atteint des niveaux historiquement bas, à 6,7%. Cette amélioration du marché du travail permet de soutenir le moral des consommateurs, mesuré par l'indice Gfk. Celui-ci reste ainsi particulièrement élevé en janvier 2011, à 5,4, enregistrant cependant une légère baisse de -0,1 point par rapport au mois précédent.



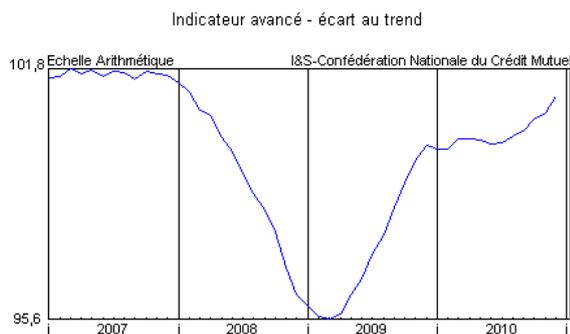
source : Institut für Wirtschaftsforschung

En **Espagne**, le PIB s'est stabilisé au troisième trimestre après une progression modeste au premier semestre, demeurant inférieur de -4,5% à son niveau du début 2008. Les exportations de biens et services ont stagné tandis que les importations ont chuté, en liaison avec la morosité de la demande intérieure. La consommation a reculé de -1,1% pendant l'été après deux bons trimestres, en partie sous l'effet du relèvement du taux de TVA début juillet. En même temps, l'emploi continue de se contracter en ligne avec la baisse des effectifs dans les secteurs de la construction et, dans une moindre mesure, de l'industrie, alors que ceux des services marchands amorcent un léger rebond. Dans le secteur industriel, la production ne parvient pas à se redresser, de sorte qu'elle s'inscrit à -23% en deçà de son point haut du début 2008 contre -11,5% pour la moyenne des pays de la zone euro. Les enquêtes auprès des directeurs d'achat n'annoncent pas de véritable redémarrage de l'activité ces prochains mois : l'indice synthétique oscille entre 41,6 et 51,5 depuis le mois de mai dernier.

L'**Estonie**, qui a rejoint la zone Euro le 1er janvier, est son dix-septième membre. Le pays a connu en 2010 une reprise (+2,5%) tirée par la demande externe après un recul du PIB de -14% en 2009. La demande interne est fragile avec un taux de chômage élevé, une très lente progression des revenus et des difficultés d'accès au crédit.

## FRANCE : Une année de transition

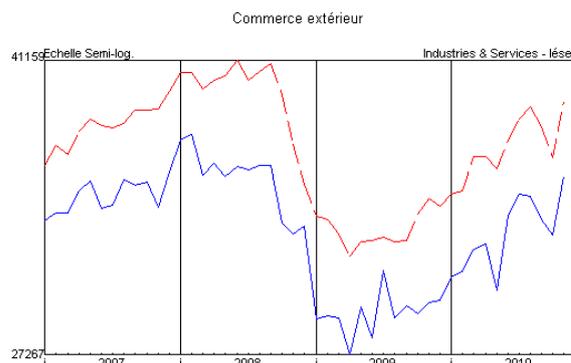
En France, le rythme de l'**expansion** au troisième trimestre (+1,2% l'an) a été peu différent de celui de la zone Euro (+1,4%), mais cette croissance n'a fait que se rapprocher de son rythme tendanciel sans avoir connu de véritable phénomène de rattrapage. Alors que le gouvernement cherchait dès 2005 les réformes structurelles indispensables pour accroître la croissance potentielle de +2,2% l'an à +3%, il espère maintenant atteindre les +2% en 2011 ou 2012. Les enquêtes auprès des chefs d'entreprise montrent une amélioration générale du **climat des affaires**, suggérant la poursuite de la reprise. Les stocks devraient continuer à exercer une influence favorable via un arrêt de leur contraction, voire une légère reconstitution. En revanche, la contribution de la **consommation** s'atténuera probablement, avec l'arrêt des mesures incitatives à l'achat d'automobiles, qui ont fortement soutenu les dépenses au cours des derniers mois de 2010. L'alourdissement de la fiscalité prendra en outre effet à partir du printemps, mais la marge de baisse du taux d'**épargne** devrait contrebalancer son impact.



source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

En 2010, la France n'a pas réussi à redresser sa balance commerciale et sa compétitivité à l'**exportation**. Le déficit commercial reste stabilisé au niveau élevé de 48 milliards d'€uros l'an. Le déficit des échanges de produits énergétiques tend encore à s'alourdir. Si les exportations de biens et services ont profité de la reprise des échanges mondiaux, progressant de +19,4% en valeur sur un an, elles restent encore en retrait de -8% par rapport à leur plus haut niveau d'avant-crise au premier trimestre 2008. En 2011, le développement des exportations sera inégal selon les destinations. La demande des pays émergents restera dynamique, mais moins qu'en 2010. Les industries françaises continueront à bénéficier du dynamisme de l'économie allemande, mais pâtiront de la faiblesse de celle des pays d'Europe du Sud. En revanche, la progression des **importations** se modérerait en liaison avec le ralentissement temporaire de la consommation.

L'absence de redressement des **résultats des entreprises** distingue l'économie française de celle de l'ensemble de la zone euro en dépit des enquêtes de l'INSEE ou de la Banque de France qui annoncent une franche amélioration de la situation de trésorerie des entreprises industrielles. Alors que le taux d'autofinancement ressort à plus de 92% dans l'ensemble de la zone Euro au deuxième trimestre 2010, celui-ci a reculé à 60,4% au troisième trimestre en France. Il est plus faible qu'en 2007, avant même l'entrée en récession. Il a en revanche regagné plus de quinze points par rapport à son niveau préalable à la récession pour les sociétés non financières de la zone Euro. La divergence d'évolution des profits s'explique notamment par le redressement de la masse salariale versée par les sociétés non financières un peu plus rapide en France que dans la zone Euro. Le potentiel d'accélération de l'**investissement productif** apparaît ainsi réduit en France relativement à la zone Euro. Il reste cependant que celui-ci devrait continuer à se redresser, compte tenu des impératifs d'innovation et de gains de productivité dans le cadre d'une vive compétition internationale.



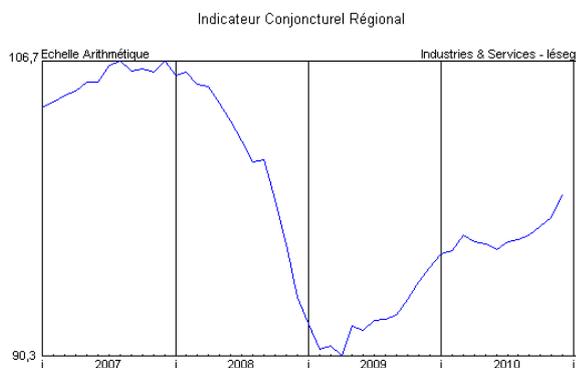
source : Direction générale des douanes et droits indirects, millions d'€uros, données estimées CVS-CJO. Exportations en **bleu** - Importations en **rouge**

Par ailleurs, l'amélioration des anticipations d'évolution des effectifs formulées par les chefs d'entreprise annonce la poursuite de la progression des **effectifs salariés** marchands (+50.000 au premier semestre 2011) qui serait moins dynamique qu'en 2010. Pourtant, les enquêtes réalisées par l'INSEE poursuivent leur amélioration en ce qui concerne l'activité industrielle, les services ou le bâtiment. La production industrielle a augmenté de +6% sur un an à fin novembre.

L'année 2011 sera ainsi une année de transition, pendant laquelle les efforts d'assainissement des **finances publiques** seront étroitement surveillés par les marchés.

## ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 17 janvier, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois de décembre a enregistré une accélération de sa remontée sans pour autant rejoindre sa tendance de moyen terme. L'activité a marqué quelques progrès. Quoique les contrastes entre les branches restent importants, les stocks de produits finis sont, dans l'ensemble, conformes à la normale et il en va de même pour les carnets de commandes et les anticipations sont très encourageantes. La consommation des ménages a été dopée par les achats d'automobiles neuves, au détriment, semble-t-il des autres compartiments. Les échanges résistent tandis que le sous-indicateur de l'emploi poursuit son redressement grâce à la baisse du chômage partiel et des licenciements économiques.



Source : Industries & Services - léseg

## ACTIVITE

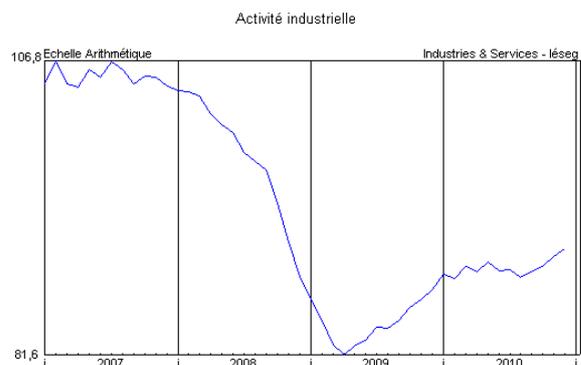
Les rubriques abordées se réfèrent désormais à la nouvelle nomenclature d'activités (NAF révision 2).

**Industries agroalimentaires** : La production régionale s'est légèrement redressée en décembre bien que la demande se soit affaïssée. Les carnets de commandes se sont toutefois maintenus et les stocks de produits finis conformes à la normale. La filière de la viande et celle du lait ont progressé et les prévisions sont positives. En revanche, contrairement aux attentes, l'activité a fléchi dans la transformation du poisson où une stabilisation de la situation est espérée.

**Biens d'équipement professionnels** : La demande s'est encore intensifiée dans la fabrication des équipements électriques tandis qu'elle s'est maintenue à un bon niveau dans celle des machines et équipements. La production a toutefois marqué une pause qui ne remet pas en cause des perspectives très favorables pour le mois de janvier.

**Matériel de transport** : La situation a évolué de manière très contrastée selon les secteurs. En effet, les assembleurs ont réduit temporairement

leurs cadences au cours du mois mais les carnets, quoique toujours déséquilibrés, s'améliorent. Les fabrications ont fortement augmenté chez les équipementiers et la demande s'est intensifiée permettant de terminer l'année avec des plans de charge jugés satisfaisants. La production de matériel ferroviaire conserve pour sa part un niveau très élevé. Dans l'ensemble, une légère amélioration est attendue à court terme.

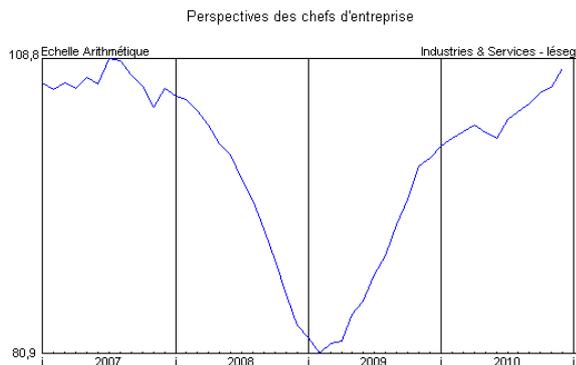


Source : Industries & Services - léseg

**Autres produits industriels** : L'activité a modérément augmenté dans l'ensemble, avec des disparités sectorielles parfois importantes : hausses pour la plasturgie-caoutchouc, les matériaux de construction et verre, la métallurgie et la fabrication de produits métalliques ; baisse pour le textile-habillement, la chimie l'imprimerie et les papiers-cartons. La demande a cependant progressé dans pratiquement tous les secteurs et les carnets de commandes sont redevenus généralement plus confortables, bien que parfois encore dégradés. L'optimisme prévaut généralement et les hypothèses les plus défavorables sont le maintien de la situation actuelle.

**Construction** : Selon l'enquête trimestrielle du Secrétariat Régional de la Banque de France, l'activité régionale du secteur du bâtiment a été fortement affectée par les conditions météorologiques de la fin de l'année. Si l'on excepte ce décrochage qui devrait être compensé au cours du premier trimestre 2011, l'activité stagne depuis un an alors qu'elle progresse modestement au plan national. La situation des carnets des entreprises locales reste plus défavorable qu'au niveau de la France entière où ils sont redevenus corrects. Dans le secteur du logement, le rattrapage du déficit régional entamé au printemps se poursuit cependant tandis que dans le secteur non résidentiel les évolutions sont en phase avec les tendances nationales grâce au maintien du secteur public qui atténue les baisses constatées dans la logistique. Dans le génie civil, au-delà de l'impact des intempéries, les évolutions restent mieux orientées qu'au plan national à la faveur d'un rebond plus précoce et d'une amplitude plus marquée. La faiblesse de la demande privée reste

compensée par la bonne tenue du secteur public. L'exercice 2011 devrait être satisfaisant, grâce au démarrage de grands chantiers et à une reprise du secteur privé attendue au second semestre.

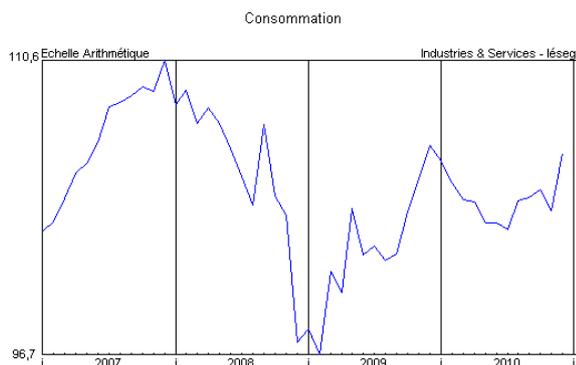


Source : Industries & Services - léség

**Services aux entreprises** : Tirée par une demande soutenue, le volume des prestations des agences de travail temporaire est toujours en progression, évolution qui devrait encore se prolonger. En revanche, les secteurs de l'informatique et des services de communication constatent un repli de leur activité, mais qui ne devrait être que transitoire. Les activités de conseil se sont stabilisées ; la demande continue de ralentir pour les cabinets d'architecture et ingénierie, le contrôle et l'analyse technique.

### CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels a fortement progressé en décembre. Mais ceci résulte exclusivement des immatriculations d'automobiles neuves qui ont rebondi à la faveur de la "prime à la casse" pour l'acquisition de véhicules propres prolongée jusqu'à la fin de ce mois.



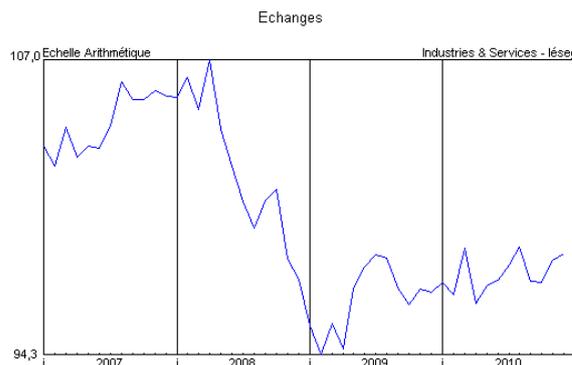
Source : Industries & Services - léség

Dans le commerce de détail, les évolutions des transactions en volume sont demeurées médiocres : baisse dans les rayons des textiles et habillement, des cuirs et chaussures, du bricolage, de l'horlogerie-bijouterie et même de l'électronique grand public ; quasi-stabilité pour les meubles, les appareils électroménagers et la quincaillerie. Seul

le rayon de la librairie-papeterie a marqué une progression sur le mois. Les évolutions du volume du chiffre d'affaires de la Vente à Distance – dont le marché est national – sont demeurées décevantes, avec -6% à un an d'intervalle et -1,5% par rapport à novembre pour l'ensemble des articles. Pour le seul compartiment du textile-habillement, les variations ont été, respectivement, de -10,3% et de -0,9%.

### ÉCHANGES

Le volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** a encore très nettement augmenté en décembre (+82% à un an d'intervalle), toujours soutenu par les vracs solides (+340%), dont les charbons et les céréales, et par les vracs liquides (+63%), dont les hydrocarbures raffinés. Les exportations de "marchandises diverses", seule composante du trafic (34% des volumes pour le mois de décembre) qui participe désormais à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, ont encore baissé de -7%, dont -17% pour le trafic roulier (transmanche) qui se voit de nouveau concurrencé par le Tunnel. Elles ont baissé de -20% pour les conteneurs (en équivalent TEU).



Source : Industries & Services - léség

Connues partiellement jusqu'à décembre, les ventes de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises ont encore légèrement progressé à un an d'intervalle. L'enquête de conjoncture du Secrétariat Régional de la Banque de France portant sur ce même mois auprès des entreprises de transports et d'entreposage constate une accalmie qui pourrait durer pendant les tout premiers mois de cette année. Pour leur part, les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs sont demeurées stables à un an d'intervalle tandis que celles des **véhicules industriels** poursuivaient leur vif redressement.

Malgré les perturbations occasionnées par les intempéries de décembre (annulations de vols), le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin a maintenu une forte progression avec +8,3% au total (soit +2,1% hors transit, déroutements et "divers"). Les vols réguliers

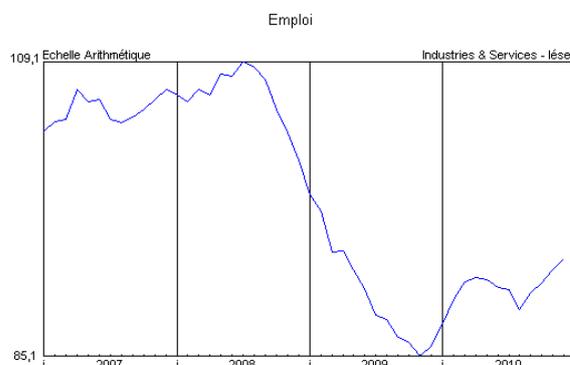
internationaux (hors "espace Schengen") ont conservé une croissance "à deux chiffres" (+12,2%). Ceux avec l'Union Européenne (incluant les vols intérieurs) n'ont pratiquement pas varié (-0,3%). Les vols "vacances" (charters), certes peu nombreux à cette époque de l'année, ont fait un bond de +34%.

## EMPLOI

En novembre, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a augmenté de +0,4% par rapport à octobre pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +3,2% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes, en France métropolitaine ont été, respectivement, de +0,8% et +2%. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, l'évolution mensuelle régionale a été de +0,6%, contre +0,8% en France et de +5,3% contre +5% par rapport à novembre 2009. Sur un an, le chômage régional des hommes s'est accru de +4,4% (+4,3% dans le pays) et celui des femmes de +6,4% (contre +5,6%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à -4,2%, contre -3,9% comme en France métropolitaine). Elle a été de +17,7% (contre +21,5%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus. Au troisième trimestre, le **taux de chômage** régional (au sens du BIT) est estimé à 12,9% de la population active, en augmentation de +0,4 point sur un an, contre 9,3% en France métropolitaine, en augmentation de +0,1 point.

Les entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) ont poursuivi leur repli en baissant de -36,3% sur un

an en novembre après -44,4% en octobre (contre -30,5% après -37,1% en France). Le flux total des **entrées** à Pôle Emploi a diminué de -1,4% contre +0,9% en France métropolitaine. Simultanément, celui des **demandes d'emploi sorties** des listes reculait de -2,4% contre +0,4% dans le pays. Le nombre d'heures d'**activité partielle** autorisées dans les établissements fléchissait de -53,4% dans la région, contre -71,1% en Métropole.



Source : Industries & Services - Iéseg

Le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées dans la région par Pôle Emploi a reculé en novembre à un an d'intervalle de -16,7%, contre +0,5% pour la référence nationale (en données brutes). Par catégorie, les évolutions sont restées toujours très contrastées : -27,7% contre -7,3% pour les offres durables (plus de 6 mois), -7,5% contre +7,1% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et -26,3% contre +1,3% pour les emplois occasionnels (en données corrigées des variations saisonnières).

## MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **CONjoncture EUropéenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-Iéseg, sous la direction de François Millequant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, l'Union Française des Industries Pétrolières, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque. La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-Iéseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACON : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iéseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iéseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – [www.ieseg.fr](http://www.ieseg.fr) - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Millequant : [f.millequant@ieseg.fr](mailto:f.millequant@ieseg.fr) ou [francois.millequant@wanadoo.fr](mailto:francois.millequant@wanadoo.fr)

Dr Hassan El Asraoui : [h.elasraoui@ieseg.fr](mailto:h.elasraoui@ieseg.fr)

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur le site :

<http://www.ieseg.fr/rerelations-entreprises/indicateurs-de-conjoncture/>